

16.03.2016

Conflit au sein de l'OEB : Délai de grâce pour Battistelli

Benoît Battistelli pourrait probablement rester en place en tant que président de l'Office européen des Brevets après la réunion du Conseil d'Administration qui commence aujourd'hui. Un départ du Français contesté n'est pas à l'ordre du jour, annoncent à l'unanimité à JUVE plusieurs personnes faisant partie de l'entourage proche du Conseil d'Administration. En effet, le comité de surveillance de l'Office des Brevets munichoïses aimerait essayer une nouvelle fois de trouver, conjointement avec Battistelli, une solution à des problèmes urgents.



Benoît Battistelli

Battistelli s'enlise dans un conflit amer avec le syndicat Suepo. Quatre procédures disciplinaires contestées contre trois syndicalistes et un juge irlandais lui sont reprochées. En outre, l'Office insiste pour une réforme structurelle en vue d'une plus grande indépendance de son tribunal, les chambres de recours.

Dans un premier, certaines informations avaient été divulguées au public indiquant que le départ de Battistelli ne dépendrait plus que du montant de ses indemnités. Il s'agirait ici de 15 millions d'euros, annoncent certains journaux allemands et néerlandais. Les médias spéculent d'ores et déjà concernant un potentiel successeur.

Des exigences essentielles devraient être mises en œuvre

JUVE apprend aujourd'hui, de l'entourage de délégations influentes, que le Conseil d'Administration souhaite soumettre une note à Battistelli à la réunion qui se tient actuellement afin de l'inciter à mettre en œuvre certaines exigences essentielles. À ce propos, l'accent est surtout mis sur le conflit social, sur la réforme des chambres de recours qui prend du temps de même que sur la légitimité des quatre cas de mesures disciplinaires.

Cette note devrait reprendre des passages importants d'une lettre adressée par le président du Conseil d'Administration, Jesper Kongstad, aux représentants de 38 Etats membres de l'Office des Brevets. Celle-ci avait été communiquée fin février et documentait pour la première fois les préoccupations des Etats membres concernant le conflit qui perdure et le processus de réforme qui traîne.

Mauvaise entente entre le Conseil d'Administration et le président

Faisant suite à ce courrier, les membres du Comité 28 avaient rappelé au présidium du Conseil d'Administration, lors de sa réunion fin février, que Battistelli ne tenait pas suffisamment compte des positions du Conseil d'Administration concernant certaines questions centrales. Il n'aurait pas été possible de mener un dialogue sensé avec le président, dicit Kongstad. Ensuite, les membres du Comité 28 auraient envoyé une mise en demeure formelle et écrite au président. Battistelli l'aurait en tout cas réfutée comme n'étant pas admissible juridiquement.

Les procès-verbaux des deux réunions du Comité 28 en février, dont JUVE dispose, attestent des relations en partie inconciliables entre Battistelli et le Conseil d'Administration. Ainsi est-il question de « crise grave », ce que Battistelli conteste cependant. D'autre part, les membres du Comité 28 déplorent que le président ne se montre pas publiquement disposé à discuter ouvertement des affaires litigieuses avec le comité – surtout en ce qui concerne le dialogue social avec les syndicats.

Accord avec un plus petit syndicat

Certaines sources avaient toujours souligné vis-à-vis de JUVE que des avancées majeures étaient attendues pour l'été afin de résoudre les problèmes urgents. Battistelli avait, entre-temps et sous la pression du Conseil d'Administration, réagi et avait, la semaine dernière, fait part d'un accord avec la fraction syndicale qu'est la Fédération de la Fonction Publique Européenne au sein de l'Office européen des Brevets (FFPE-EPA). C'est la première fois que l'Office reconnaissait ainsi formellement le rôle de syndicats en tant que partenaires sociaux. En revanche, un accord avec le syndicat principal, le Suepo, est loin d'avoir été pris.

Formellement, dans sa fonction, le président de l'OEB n'est pas lié par les instructions du Conseil d'Administration. Celui-ci nomme le président et doit approuver la gestion de l'Office. Pendant longtemps, le Conseil d'Administration a été la seule base de force du Français contesté. Battistelli également escompte apparemment survivre à la réunion du Conseil d'Administration qui dure jusque jeudi. Il a déclaré hier au 'Handelsblatt' : « Le 16 mars, rien d'extraordinaire ne se passera. » (Mathieu Klos)